ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de de la Fonction publique, le 15 octobre 1968, d'une demande d'avis sur un "avant-projet d'arrêté royal relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail", a donné le 4 décembre 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 15e oktober 1968 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een "voorontwerp-koninklijk besluit betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen en der andere Rijksdiensten en van sommige leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk", heeft de 4e december 1968 het volgend advies gegeven :

La loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ainsi que l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail ne constituent pas le fondement du projet; leur mention peut être omise sans inconvénient au préambule.

Article 1er.

A l'article 1er, il est proposé de rédiger comme suit le 2° :

"2° aux établissements d'enseignement subventionnés auxquels est applicable la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique".

Article 3.

Le mot "subventionné" doit être omis. En effet, les membres et le personnel de l'enseignement de l'Etat ne sont pas compris parmi les membres du personnel des Ministères. Par ailleurs, le présent arrêté est applicable tant aux membres de l'enseignement de l'Etat qu'aux membres de l'enseignement subventionné.

Il est donc proposé d'écrire : "en ce qui concerne les membres et le personnel de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de l'enseignement, respectivement ... ".

.../...

Article 4.

La référence à l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 est inutile, puisque cet arrêté-loi se borne à renvoyer aux lois coordonnées.

En faisant référence aux avantages prévus par les lois coordonnées, le projet entend, en réalité, rendre applicable l'indemnisation forfaitaire "à concurrence de la somme fixée par un tarif établi par arrêté royal". (article 3, lois coordonnées).

Il serait plus simple d'inscrire dans le projet la règle même de l'indemnisation forfaitaire, par exemple : "Les frais médicaux ... sont remboursés dans les limites du tarif établi par le Roi en exécution de l'article 3 de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail".

Article 5.

La référence faite par cet article au régime applicable à certains membres du personnel ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture. (arrêté royal du 19 juin 1967) est superflue, puisque cet arrêté royal reprend en substance les principes mêmes de l'arrêté royal du 21 mai 1965 relatif au régime applicable aux membres du personnel des Ministères.

Il y aurait lieu de préciser et de limiter la référence aux articles 2, 3 et 5 de l'arrêté royal du 21 mai 1965, qui trouvent seuls application en l'espèce .

.../...

L'article 5 du projet, en effet, se réfère aux "conditions" définies dans le régime précité. Or, celles-ci excluent le personnel assujetti à la sécurité sociale (contrat de louage de service - temporaires),ce qui ne correspond pas aux intentions du Gouvernement (v. article ler, 1°,du projet).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

L'indemnité pour frais funéraires est allouée conformément aux articles 2, 3 et 5 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 ...

La dernière rétribution brute d'activité prévue par l'article 3 de l'arrêté royal précité est celle qui a été acquise en dernier lieu par la victime dans l'administration, le service ou l'établissement auquel elle a appartenu".

Article 7.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 7.-

L'accident est déclaré ...

Cette déclaration est faite dans les plus brefs délais par écrit, au moyen d'une formule établie en double exemplaire, dénommée "déclaration d'accident".

La formule à laquelle un certificat médical doit être joint si l'accident a occasionné ou est de nature à occasionner une incapacité de travail de plus d'un jour, doit être envoyée au service visé à l'article 6. Celui-ci en transmet un exemplaire au Service de santé administratif dans les 48 heures.

.../...

Le modèle de cette formule et du certificat médical est arrêté par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions".

Article 9.

Il y a lieu de reprendre, comme à l'article 8, le terme "pourcentage" et non le mot "taux".

A l'alinéa 3, la rédaction suivante est proposée :

"En cas d'accord, la proposition est reprise dans un arrêté ministériel qui constate l'accord intervenu et mentionne la rémunération servant de base au calcul de la rente, la nature de la lésion , la réduction de capacité et la date de consolidation".

Article 11.

A la demande du Gouvernement, il est proposé de compléter cet article par l'alinéa suivant :

"Au cas où, sans motifs valables, la victime ne se présente pas devant le Service de santé administratif, dans le délai précité, le paiement des indemnités et rentes est suspendu".

Article 13.

La fin de l'article gagnerait à être rédigée comme suit :

"... au moment de l'accident, augmenté des allocations ou indemnités ne couvrant pas de charges réelles et dues en raison du contrat de louage de service ou du statut légal et réglementaire".

.../...

Article 14.

Au § 1er, il y a lieu de remplacer les mots "la date du 1er juillet 1962" par "le 1er juillet 1962".

Au § 2, il y a lieu d'écrire : " ... produit après le 30 juin 1962, ... ".

Article 17.

Le Gouvernement propose de remplacer les termes "période de non-activité" par l'expression "période sans prestation". Malgré cette modification, la portée exacte de cet article reste douteuse et devrait être précisée dans le rapport au Roi.

Article 21.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 21.-

La valeur de la rente qui, par application de l'article 12 de la loi, doit être payée, en tout ou en partie, en capital est calculée sur la base de la rente préalablement affectée de la majoration résultant de l'application de l'indice des prix de détail, conformément au régime fixé par la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Lorsque la loi du 3 juillet 1967 prescrit la conversion intégrale de la rente en capital, l'âge à prendre en considération est celui du bénéficiaire au moment de la consolidation ou au moment du décès de la victime.

.../ ...

Lorsque la conversion de la rente en capital fait l'objet d'une demande, l'âge à prendre en considération est celui du bénéficiaire au moment de sa demande".

Article 22.

Les 1° et 2° doivent commencer par une minuscule et à l'alinéa 2 le mot "additionnée" doit être remplacé par "augmentée".

Article 24.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 24.-

Les indemnités et rentes sont à charge du Trésor public. Il en est de même des frais de procédure, sauf si la demande est téméraire et vexatoire".

Article 29.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 29.-

§ 1er. Pour l'application de l'article 14, § 1er, alinéa 3,de la loi, est censé constituer une seule et même personne morale, l'ensemble des administrations, services et établissements visés à l'article 1er, 1°, du présent arrêté.

.../...

Tous les membres de leur personnel sont censés y appartenir.

§ 2. Pour l'application de l'article 14, § 1er, alinéa 3, de la loi, les établissements d'enseignement subventionnés visés à l'article 1er, 2°, du présent arrêté qui relèvent d'un même pouvoir organisateur sont censés constituer un seul et même établissement.

Sont censés appartenir au personnel de l'établissement d'enseignement subventionné dont relève la victime, tous les membres du personnel relevant d'un même pouvoir organisateur".

Article 30.

Cet article crée une commission purement consultative; il s'agit-là de l'exercice d'une prérogative du pouvoir exécutif qui trouve son fondement dans l'article 29 de la Constitution. Cet article devra en conséquence être visé au préambule.

Les alinéas 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Lui sont transmises d'office avec un rapport adéquat, les décisions définitives, tant administratives que judiciaires , relatives à l'octroi des rentes.

La commission adresse annuellement au Gouvernement toutes observations ou suggestions utiles à l'application de la loi".

.../...

Article 31.

Le texte na traduit pas l'intention du Gouvernement telle que l'explique le rapport au Roi, notamment en ce qui concerne les cumuls.

Il y aurait lieu de mettre ce texte en concordance avec les intentions exprimées.

Article 32.

Cet article établit une indemnité journalière temporaire et s'inspire de l'article 2 des lois coordonnées sur les accidents du travail. Toutefois, aucune disposition de la loi du 3 juillet 1967 ne confère au Roi le pouvoir de créer une pareille allocation. Sans doute, le Roi pourrait-il établir cette allocation ou un autre régime juridique équivalent (congés) en se fondant sur des dispositions légales qui Lui permettent de fixer le statut du personnel, mais ne bénéficierait pas de ces mesures, le personnel dont la fixation du statut relève d'une autre autorité.

Compte tenu de cette observation, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article comme suit :

"Article 32.-

Les membres du personnel soumis au présent arrêté et dont le statut peut être fixé par le Roi, bénéficient pendant la période d'incapacité temporaire, de la réglementation prévue à cet effet par la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail,

.../...

lorsqu'aucune disposition légale ou réglementaire ni aucune autre mesure prise en leur faveur ne leur fait conserver la rémunération pendant cette période".

Il y aurait lieu de viser au préambule l'article 66, alinéa 2, de la Constitution et les dispositions législatives qui donnent au Roi le pouvoir de fixer le statut de certains membres du personnel n'ayant pas la qualité d'agent de l'Etat.

Article 33.

Le Gouvernement a fait savoir qu'il y a lieu d'omettre de la liste des abrogations :

"- l'article 7 de l'arrêté royal du 31 décembre 1958 portant coordination des lois sur les délégués-ouvriers à l'inspection des mines de houille,
- et l'article 7 de la loi du 12 avril 1960 instituant la fonction de délégué-ouvrier à l'inspection des minières et des carrières".

Le § 2 devrait faire l'objet d'un article séparé.

De wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen en de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit ongevallen die zich op de weg naar of van het werk voordoen, leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp; de vermelding ervan in de aanhef kan zonder bezwaar vervallen.

Artikel 1.

In de Franse versie van artikel 1 leze men 2° als volgt :

"2° aux établissements d'enseignement subventionnés auxquels e applicable la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique".

Artikel 3.

Het woord "gesubsidieerd" moet vervallen. De leden en het personeel van het Rijksonderwijs behoren immers niet tot het personeel der Ministeries. Overigens geldt het ontwerp-besluit én voor de leden van het Rijksonderwijs én voor die van het gesubsidieerd onderwijs.

Men leze de tekst dan als volgt : " wat de leden en het personeel van de rechterlijke orde, van de Raad van State en van het onderwijs betreft, onderscheidenlijk de Ministers tot wier bevoegdheid Justitie, Binnenlandse Zaken, Cultuur en de verschillende takken van het onderwijs behoren".

.../...

Artikel 4.

Het is niet nodig te verwijzen naar de besluitwet van 13 december 1945, die immers zelf alleen maar naar de gecoördineerde wetten verwijst.

Met de verwijzing naar de "voordelen bepaald bij de gecoördineerde wetten" wil het ontwerp in feite de forfaitaire vergoeding toepassing doen vinden "ten belope van de som, vastgesteld volgens een bij koninklij besluit bepaald tarief" (artikel 3 van de gecoördineerde wetten).

Eenvoudiger ware het, de regel van de forfaitaire vergoeding zelf in het ontwerp op te nemen, bijvoorbeeld als volgt : "De kosten van dokter ... en orthopedie worden terugbetaald binnen de grenzen van het tarief, door de Koning vastgesteld ter uitvoering van artikel 3 van de wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen".

Artikel 5.

De verwijzing naar de regeling die geldt voor "sommige leden van het personeel dat onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ressorteert" (koninklijk besluit van 19 juni 1967) is overbodig, want dat besluit neemt in hoofdzaak de beginselen over van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 betreffende de regeling welke geldt voor de leden van het personeel der Ministeries.

.../...

De verwijzing zou moeten worden verduidelijkt en beperkt tot de artikelen 2, 3 en 5 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965, de enige die hier toepassing vinden. Artikel 5 van het ontwerp verwijst immers naar de in genoemde regeling bepaalde "voorwaarden". Deze sluiten echter de sociale-verzekeringsplichtige personeelsleden uit (arbeidsovereenkomst - tijdelijken), hetgeen niet overeenkomt met de bedoeling van de Regering (zie artikel 1, 1°, van het ontwerp).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 5.-

De vergoeding wegens begrafeniskosten wordt toegekend overeenkomstig de artikelen 2, 3 en 5 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 ...

De laatste bruto-activiteitsbezoldiging, bedoeld in artikel 3 van genoemd koninklijk besluit, is die welke de getroffene laatstelijk heeft verkregen in het bestuur, de dienst of de inrichting waartoe hij behoorde".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

Aangifte van het ongeval wordt gedaan door de getroffene, zijn rechtverkrijgenden, zijn chef of enig ander belanghebbende.

De aangifte wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk gedaan door middel van een in tweevoud opgemaakt formulier "aangifte van ongeval".

..../...

Het formulier, waarbij een doktersattest moet worden gevoegd indien het ongeval een arbeidsongeschiktheid van meer dan een dag heeft veroorzaakt of kan veroorzaken, moet aan de in artikel 6 bedoelde dienst worden gezonden. Binnen de 48 uren doet die dienst een exemplaar ervan toekomen aan de Administratieve Gezondheidsdienst.

Het model van het formulier en van het doktersattest wordt vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort".

Artikel 9.

In de Franse tekst gebruike men de term "pourcentage", zoals in artikel 8, en niet "taux".

Het derde lid leze men als volgt :

"Wordt een akkoord bereikt, dan wordt het voorstel verwerkt in een ministerieel besluit hetwelk vaststelt dat een akkoord tot stand gekomen is, en waarin worden vermeld de bezoldiging waarop de rente wordt berekend, de aard van het letsel, de verminderde geschiktheid en de datum van de consolidatie" .

Artikel 11.

Op verzoek van de Regering wordt voorgesteld dit artikel aan te vullen met het volgende lid :

.../...

"Ingeval de getroffene zich zonder geldige reden binnen die termijn niet aanmeldt bij de Administratieve Gezondheidsdienst, wordt de uitkering van de vergoedingen en renten geschorst".

Artikel 13.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Voor de vaststelling van het bedrag der renten in geval van blijvende invaliditeit of overlijden moet onder jaarlijkse bezoldigingen worden verstaan enige wedde, enig loon of enige als wedde of loon geldende vergoeding, door de getroffene op het tijdstip van het ongeval verkregen, vermeerderd met de toelagen of vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken en op grond van de arbeidsovereenkomst of het wettelijk of reglementair statuut zijn verschuldigd".

Artikel 14.

In de Franse tekst van § 1 leze men "le 1er juillet 1962".

In § 2 leze men : "... na 30 juni 1962, ...".

Artikel 17.

De Regering stelt voor, "periode van non-activiteit" te vervangen door "periode zonder prestatie". Desondanks blijft de strekking van het artikel onduidelijk. Nadere verklaring in het verslag aan de Koning is gewenst.

.../...

Artikel 21.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 21.-

De waarde van de rente die krachtens artikel 12 van de wet geheel of gedeeltelijk in kapitaal moet worden uitbetaald, wordt berekend op basis van de rente waarop vooraf de verhoging ingevolge de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen toegepast is, overeenkomstig de regeling bepaald in de wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen.

Wanneer de wet van 3 juli 1967 voorschrijft dat de rente geheel in kapitaal moet worden omgezet, is de in aanmerking te nemen leeftijd die welke de gerechtigde had op het tijdstip van de consolidatie of van het overlijden van de getroffene.

Waneer de omzetting van de rente in kapitaal wordt aangevraagd, wordt de leeftijf in aanmerking genomen welke de gerechtigde had op het tijdstip van zijn aanvraag".

Artikel 22.

De tekst onder 1° en 2° moet met een kleine letter beginnen; in de Franse tekst van het tweede lid moet "additionnée" vervangen worden door "augmentée".

.../...

Artikel 24.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 24.-

De vergoedingen en renten komen ten laste van de Staatskas. Hetzelfde geldt voor de procedurekosten, behalve wanneer het gaat om een tergende en roekeloze eis".

Artikel 29.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 29.-

§ 1. Voor de toepassing van artikel 14,§ 1,derde lid, van de wet worden alle besturen, diensten en inrichtingen bedoeld in artikel 1, 1°, van dit besluit, geacht een en dezelfde rechtspersoon te zijn.

Al hun personeelsleden worden geacht daartoe te behoren.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 14, § 1, derde lid, van de wet worden de in artikel 1, 2°, van dit besluit bedoelde gesubsidieerde onderwijsinrichtingen die onder eenzelfde inrichtende macht ressorteren, geacht een en dezelfde inrichting te zijn.

Tot het personeel van de gesubsidieerde onderwijsinrichting waaronder de getroffene ressorteert, worden geacht te behoren alle personeelsleden die onder eenzelfde inrichtende macht ressorteren".

.../...

Artikel 30.

Dit artikel stelt een zuiver adviserende commissie in. Het gaat hier om de uitoefening van een prerogatief van de uitvoerende macht, waarvoor artikel 29 van de Grondwet rechtsgrond oplevert. Naar dat artikel moet dan ook in de aanhef worden verwezen.

Het derde en het vierde lid kunnen beter als volgt worden gelezen :

"De administratieve en rechterlijke eindbeslissingen betreffende de toekenning van renten worden haar ambtshalve toegezonden, samen met een dienstig verslag.

De Commissie deelt ieder jaar aan de Regering alle voor de toepassing van de wet bruikbare opmerkingen en wenken mede".

Artikel 31.

De tekst geeft de bedoeling van de Regering niet weer zoals die blijkt uit het verslag aan de Koning, onder meer in verband met de cumulatie.

Er zou moeten worden gezorgd voor overeenstemming met de te kennen gegeven bedoeling.

Artikel 32.

Dit artikel voert een tijdelijke dagelijkse vergoeding in en gaat daarbij uit van artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de arbeidsongevallen. Geen

.../...

bepaling van de wet van 3 juli 1967 machtigt de Koning echter om eenzodanige vergoeding in te stellen. Wel zou hij die toelage of enige andere gelijkwaardige rechtsregeling (verlof) kunnen invoeren op grond van de Grondwetsbepalingen , of op grond van wetsbepalingen die hem toestaan het statuut van het personeel te regelen, maar die maatregelen zouden dan niet gelden voor personeelsleden wier statuut door een andere overheid wordt geregeld.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld :

"Artikel 32.-

De aan dit besluit onderworpen personeelsleden wier statuut door de Koning kan worden vastgesteld, vallen tijdens de periode van tijdelijke ongeschiktheid onder de regeling die met dat doel getroffen is in de wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen, wanneer er geen wets- of verordeningsbepaling of enige andere te hunnen gunste genomen maatregel is krachtens welke zij over die periode hun bezoldiging behouden".

In de aanhef moet worden verwezen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet en naar de wetsbepalingen die de Koning machtigen tot het vaststellen van het statuut van sommige personeelsleden die geen Rijksambtenaren zijn.

.../...

Artikel 33.

De Regering heeft laten weten dat uit de lijst van de op te heffen bepalingen moeten worden geschrapt :

"artikel 7 van het koninklijk besluit van 31 december 1958 tot samenordening van de wetten betreffende de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen" en "artikel 7 van de wet van 12 april 1960 tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werkman bij het toezicht in de groeven en graverijen".

Paragraaf 2 zou een afzonderlijk artikel moeten vormen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :G. VAN BUNNEN,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame	: G. CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw	:		
Messieurs	: P. DE VISSCHER ,	assesseurs de la	
de Heren	: G. ARONSTEIN,	section de législation,	
		bijzitters van de	
		afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. DEBRA, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. DEBRA, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.